

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Sak Plast**

RN 151  
86310 Saint-Germain

Références : 2026\_660\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007203479

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement Sak Plast implanté RN 151 86310 Saint-Germain. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sak Plast
- RN 151 86310 Saint-Germain
- Code AIOT : 0007203479
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1981, la société Sak-Plast est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples en polyéthylène et en matière biodégradable.

Après un démarrage de l'activité dans des locaux loués à la commune de Saint-Germain, les installations ont été implantées dans la zone industrielle en août 1994 dans les bâtiments actuels disposant à l'époque d'une superficie de 2 300 m<sup>2</sup> (pour une superficie actuelle de 3 800 m<sup>2</sup> après notam-

ment une extension d'atelier de 1 440 m<sup>2</sup> en 2000).

La société a ensuite réalisé en 2015 un nouveau bâtiment dédié au recyclage. Cette réalisation fait suite aux exigences du marché pharmaceutique.

La fabrication d'emballages en plastique souple (polyéthylène essentiellement) se répartit en 2 marchés principaux :

- la grande distribution pour environ 35 % de la production : fabrication essentiellement de sacs poubelle ;
- l'industrie (principalement pharmaceutique et agro-alimentaire), pour environ 65 % de la production : films et gaines.

Le procédé de fabrication peut se résumer aux étapes suivantes :

- réception et stockage des matières premières (MP) ;
- préparation et extrusion du polyéthylène et du biodégradable ;
- opérations de façonnage des sacs ;
- emballage, palettisation et stockage des produits finis (PF) ;
- recyclage des chutes de fabrication ;
- expédition.

Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°2019-DCPPAT/BE-256 du 22 novembre 2019 portant enregistrement de l'installation de fabrication d'emballages souples.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	4 mois
10	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 58	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 1.2.1
2	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.2.4
3	Stockage des matières premières	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.1.6
5	Cantonement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 et 12
7	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.2.5
8	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 1.2.3
9	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
11	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser les mesures de polluants dans ses rejets atmosphériques à une fréquence annuelle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage de polymère
<b>Prescription contrôlée :</b>  Stockage de matières vierges de polyéthylène 600 m <sup>3</sup> sous auvent 220 m <sup>3</sup> dans 4 silos 80 m <sup>3</sup> en sac sur plateforme extérieure
<b>Constats :</b>  L'inspection a permis de constater que les stockages sont inférieurs au maximum prévu. D'après le suivi des consommables, la production est également conforme avec le classement ICPE du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réserve incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que la réserve incendie de 420 m <sup>3</sup> installée sur le domaine public à environ 200 m au nord de ses installations lui est accessible en permanence. En cas d'indisponibilité de la réserve ou en cas de volume manquant, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la disponibilité d'un volume d'eau complémentaire utilisable pour l'extinction d'un incendie dans les plus brefs délais.
<b>Constats :</b>  L'inspection a permis de constater la présence de la réserve incendie sur une parcelle contiguë à l'installation. Le jour de l'inspection la réserve est pleine au volume requis. Pour rappel, l'entretien de cette réserve est de la responsabilité de la commune.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stockage des matières premières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas de stockage en masse, la hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme. Dans le cas de stockage en silo, l'exploitant met en place des mesures de protection adaptées aux silos permettant de limiter la surpression liée à l'explosion tels que des

événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. La hauteur des silos ne doit pas excéder 11 mètres.

**Constats :**

La hauteur des stockages en masse est inférieure à 8 m. Au maximum 2 palettes sont superposées. Les silos, qui contiennent la matière première plastique sous forme de granulés, sont reliés à la terre.

Le DRPCE ne les identifie pas comme une zone ATEX, considérant que "La manutention/manipulation des granulés de polymères ne génère pas ou très peu de poussières. Les frottements ne dégradent pas le granulé. Les granulés de polymères ne présentent pas une granulométrie suffisante pour la création d'une atmosphère explosive."

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Les produits dangereux sont les encres et solvants qui sont stockés en extérieur dans des armoires fermées munies de rétention interne. Ce stockage est identifié sur le plan de localisation des risques.

L'état des stocks est établi mensuellement; toutefois, il ne comporte pas d'information sur la nature des risques.

Les fiches de données de sécurité sont à disposition des opérateurs dans une armoire dans le local "fontaine à solvant" où est réalisée la préparation des produits.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète son état des stocks avec la nature des risques (mentions de danger par exemple) des produits stockés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 et 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cantons de désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Article 12</p> <p>Les locaux à risque incendie identifiés à l'article 8 respectent les dispositions du présent article.</p> <p>I. Cantonnement. Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement. La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p> <p>II. Désenfumage. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes : - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - classe de fiabilité RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; - classification de la surcharge neige à l'ouverture SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; - classe de température ambiante T(00) ; - classe d'exposition à la chaleur B 300. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe. En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>III. Amenées d'air frais. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>

**Constats :**

L'exploitant a transmis le plan des zones à risques en amont de l'inspection.  
Celui-ci identifie l'ensemble du bâtiment, hormis les bureaux, comme étant à risque d'incendie.  
L'exploitant a également transmis le registre d'entretien et maintenance des dispositifs de désenfumage.

L'inspection a permis de constater la présence de l'écran de cantonnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.  
[Extraits]

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

Dans son porter-à-connaissance de juin 2023, l'exploitant fait part des travaux réalisés en 2020 :  
Ils ont consisté en l'installation des équipements suivants :

- 1 paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA),
- 2 conducteurs de descente, 2 prises de terre,
- 1 compteur d'impact de foudre,
- 4 parafoudres

En parallèle, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre (ARF) datée de mai 2023 et l'étude technique foudre (ETF) datée de mars 2023.

Elle conclut qu'en sus des travaux réalisés en 2020, il est nécessaire de mettre en place 2 liaisons équipotentielle au droit du rack métallique de support des canalisations relié d'un côté au bâtiment de stockage et de l'autre au bâtiment principal.

<p>L'installation a fait l'objet d'un contrôle en juillet 2025, le rapport conclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la nécessité de faire réaliser un contrôle fonctionnel de la partie active du paratonnerre, en l'absence l'organisme de contrôle ne peut statuer sur la conformité du système de protection</li> <li>- à la conformité de l'installation du PDA sur le bâtiment, avec une observation mineure sur la valeur ohmique de la prise de terre côté sans compteur</li> <li>- à la conformité de l'installation intérieure (parafoudres)</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faire réaliser un contrôle complet du paratonnerre (périodicité 2 ans)</li> <li>- mettre en place les liaisons équipotentielle identifiées par l'ETF de 2023</li> </ul> <p>Il transmet les justificatifs à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 7 : Bassin de confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 2.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de confinement des eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est doté d'un bassin de confinement de 535 m<sup>3</sup>.  L'exploitant s'assure qu'un volume utile de 520 m<sup>3</sup> est constamment disponible.  Les organes de manœuvres du dispositif de confinement sont portées sur le plan des réseaux de l'installation. Un panneau adapté expliquant les gestes à réaliser en cas d'incendie est mis en place à proximité. Le personnel est formé à ces manœuvres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis de constater la présence du bassin de confinement.  Le jour de l'inspection, il est vide.</p> <p>L'exploitant a disposé un repère visuel dans le fond du bassin afin de vérifier facilement le volume disponible.</p> <p>Une vanne automatique sert au confinement. Elle est reliée au système d'alarme et s'abaisse dès le déclenchement.  Un mode manuel est possible mais nécessite une clé pour être enclenché. Il n'est toutefois nécessaire que pour la remise en position ouverte de la vanne après sa fermeture automatique.  Les équi-piers de première intervention sont formés à ces manœuvres.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant inclut le test de la vanne (fonctionnement automatique et manuel) dans son programme de maintenance à une périodicité adaptée afin de s'assurer que celle-ci est manœuvrable et étanche une fois fermée..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Conditions de rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Raccordement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'article liste 5 émissaires (pour 7 extrudeuses, une fontaine à solvant et la machine de régénération).
<b>Constats :</b>
Il s'avère que le site n'est en réalité équipé que de 2 émissaires. Plusieurs des installations de collecte listées dans l'arrêté sont communes à une même cheminée. L'arrêté sera mis à jour sur ce point au regard du rapport de contrôle qui sera transmis par l'exploitant (cf point de contrôle n°10).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Rejets à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cheminée
<b>Prescription contrôlée :</b>
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).
<b>Constats :</b>
Selon le porter-à-connaissance de 2023, la cheminée a été mise en conformité en février 2021, pour répondre aux exigences supra, ce qui respecte l'échéancier fixé à l'article 2.2.1 de l'arrêté d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport qu'a pu transmettre l'exploitant date de 2016. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique s'apprêter à signer un devis pour la réalisation d'une campagne de mesure de la qualité des rejets atmosphériques. Considérant que l'action corrective est en cours, il n'est pas proposé de mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire réaliser une campagne de mesure et transmettre les résultats sous trois mois. Cette mesure doit porter sur l'ensemble des paramètres réglementés dans les conditions normales de fonctionnement de l'installation raccordée.  En cas de non-respect de cette demande dans le délai imparti, une mise en demeure sera proposée à l'autorité préfectorale. Ce rapport de contrôle des rejets atmosphériques devra être accompagné d'une note précisant les aménagements portés aux installations objet de l'article 1.2.3 de l'arrêté d'enregistrement du 22 novembre 2019. Par la suite, il doit faire réaliser la mesure annuellement et tenir les résultats à disposition de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Rejets des eaux pluviales**

Hydrocarbures totaux	10 mg/l
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'essai de janvier 2026 sur un prélèvement réalisé en sortie de séparateur à hydrocarbure.</p> <p>L'ensemble des paramètres est conforme aux valeurs limites d'émission.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	